

## "Le drame français" dans Nouvelles de l'Europe (31 août 1954)

**Légende:** Le 31 août 1954, André Philip, président du Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe (MSEUE), analyse l'impact de la politique intérieure française et le rôle joué par la presse du pays dans les débats relatifs à la Communauté européenne de défense (CED).

**Source:** Nouvelles de l'Europe. Bulletin international du Mouvement européen. Septembre 1954, n° 53. Paris: Mouvement européen. "Le drame français", auteur:Philip, André , p. 5-7.

**Copyright:** (c) Mouvement Européen-France

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/"le\\_drame\\_francais"\\_dans\\_nouvelles\\_de\\_l\\_europe\\_31\\_aout\\_1954-fr-266aa0bb-d44c-4bc8-8e87-cd82baadbbea.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 14/05/2013

## Le drame français

par André Philip

La France vient de s'engager, à propos de la C.E.D., dans une lutte qui ne fait que commencer et qui aura les plus importantes répercussions tant dans sa politique intérieure que dans sa politique internationale. Il importe, pour essayer de comprendre l'évolution qui s'annonce, de saisir à la fois ce qu'a été l'évolution des faits et l'essence des problèmes fondamentaux posés :

### A. — Les faits.

Rappelons tout d'abord comment s'est posé le problème de la C.E.D.

1) C'est en 1950 qu'a été pris d'un commun accord entre tous les alliés la décision *d'assurer la participation de l'Allemagne à l'effort de défense* du monde occidental.

Cette décision est née en partie du danger extérieur issu des circonstances et de la proposition américaine. Elle était aussi le résultat d'une évolution inévitable. On ne peut maintenir indéfiniment un grand pays dans une situation d'inégalité et il est évident que, dix années après la fin de la guerre, l'Allemagne ne pouvait pas ne pas recevoir les mêmes droits que les autres pays. L'accord sur le réarmement allemand était à peu près général, puisque les Russes, de leur côté, avaient pris l'initiative de le proposer.

2) La France fut le *seul pays à s'opposer* à cette proposition de réarmement. Elle était consciente, en effet, du danger de la reconstitution d'une armée nationale allemande, danger que les événements récents n'ont fait que souligner. Si l'Allemagne d'Adenauer, en effet, est passionnément attachée à l'idée européenne, des craquements se font sentir avec le départ pour l'Est de certaines personnalités, et l'on peut se demander si une Allemagne restaurée dans sa souveraineté ne l'utiliserait pas, sous une autre direction politique, pour jouer entre l'Est et l'Ouest un jeu de balancement conduisant finalement à un néo-nationalisme allemand en accord avec l'U.R.S.S. C'est pourquoi la France a lancé l'idée d'une Communauté Européenne de Défense limitant la souveraineté de l'Allemagne comme celle de ses partenaires et créant une autorité supranationale susceptible d'assurer de façon définitive son intégration à l'Europe occidentale. Les propositions françaises se heurtèrent à un scepticisme général. Le gouvernement français parvint cependant à convaincre d'abord le général Eisenhower, puis l'ensemble de ses partenaires, et c'est ainsi que la C.E.D. prit naissance.

3) C'est alors qu'à l'intérieur de la France se manifesta contre la C.E.D. une véritable mobilisation de l'opinion publique. Celle-ci, menée par une remarquable propagande du Parti communiste, réussit à dresser une partie des milieux pacifistes, résistants, et particulièrement des milieux religieux contre la notion même de réarmement de l'Allemagne. C'est au nom de *l'opposition à tout réarmement allemand* qu'a été menée depuis deux ans la campagne contre la C.E.D.

4) Pendant ce temps, un retard de plus en plus grand était apporté aux débats parlementaires. Ce retard a été dû en grande partie à la pression morale exercée par le président de la République d'alors, M. Vincent Auriol, qui ne fait plus mystère aujourd'hui de l'opposition qu'il a sans cesse fait au traité au sein des gouvernements successifs ; mais, surtout, il a été le résultat de *l'entrée dans le gouvernement des milieux gaullistes*. Ceux-ci, s'opposant à la C.E.D. pour des raisons *nationalistes*, et non pacifistes, veulent sauvegarder les cadres de l'armée française, quitte à accepter, si cela est inévitable, la reconstitution d'une armée nationale allemande. Ils s'opposent à toute idée supranationale, quitte à accepter l'idée d'une alliance franco-allemande. Ces milieux *ne représentent plus rien dans le pays* et, aux dernières élections partielles, les gaullistes ont partout été écrasés par les candidats des partis européens : M.R.P. ou socialiste. Mais, dans un parlement élu, maintenant, il y a trois ans, ils représentent une centaine de voix qui, alliées à celles des communistes, sont déterminantes pour constituer une majorité. Le M.R.P. a commis la faute, dans ces dernières années, de céder à la pression gaulliste et d'accepter l'élimination de Robert Schuman des Affaires Étrangères. Bien plus, dans l'espoir d'obtenir un jour de ses partenaires la ratification du traité de la C.E.D., il a, dans l'intervalle, accepté en Indochine, en Tunisie, au Maroc, une politique qui a soulevé l'opposition de la majorité de l'opinion et s'est ainsi sérieusement compromis aux yeux de certains de ses amis. Ceci déborde

d'ailleurs le M.R.P. et constitue une faute commune de tous les Européens ; dans ces deux dernières années, dans l'espoir d'obtenir les voix conservatrices nécessaires à la ratification de la C.E.D., les partisans de l'Europe se sont laissés associer à la politique d'immobilisme économique et social qui a dressé contre elle la majorité du peuple français, en particulier, la jeunesse.

5) C'est dans ces conditions qu'il y a maintenant deux mois, M. Mendès-France a été désigné à la Présidence. Il avait le prestige de l'homme qui avait vu clair très tôt sur l'affaire d'Indochine, et s'était opposé à la politique conservatrice des gouvernements précédents. Il arriva au pouvoir à la suite d'une campagne de presse véhémente de certains journaux comme *Le Monde*, *l'Express*, *L'Observateur* à tendance neutraliste, disposant d'un sens remarquable de la publicité et du lancement des affaires commerciales ; il s'est entouré d'une petite équipe d'hommes habitués à travailler ensemble dans le secret et qui, depuis longtemps, sont ses amis et ses inspirateurs. Il a pris l'allure de l'homme seul, s'imposant de l'extérieur au parlement, établissant par la radio un contact direct avec le peuple, choisissant personnellement ses ministres qui sont à son service ; il a réussi à obtenir la paix en Indochine dans des conditions relativement favorables ; il a excellemment procédé au renversement de la situation en Tunisie et s'est acquis ainsi dans le pays une audience qu'aucun chef de gouvernement n'avait eue depuis longtemps.

Il faut reconnaître que la confiance qu'il s'est ainsi acquise, il l'a, consciemment ou non, mise en œuvre contre l'idée européenne :

a) il a soi-disant procédé à une confrontation entre partisans et adversaires de la C.E.D. en vue de parvenir à un accord. En fait, cette confrontation s'est limitée à des études techniques et à un débat entre deux de ses ministres sans qu'aucun des éléments qui se sont consacrés depuis des années à l'étude des questions européennes ait jamais été entendu. Le Conseil Français du Mouvement Européen n'a pas été consulté ; bien plus, le Mouvement Socialiste pour les Etats Unis d'Europe qui, à son congrès de Milan, avait reçu mandat de présenter au gouvernement un appel voté unanimement par l'Assemblée s'est vu refuser sa demande d'audience. Du côté du Parti socialiste, ce sont les seuls adversaires de la C.E.D. que le Président a consultés avant son départ pour Bruxelles ;

b) après l'échec qui a suivi ces confrontations, M. Mendès-France a procédé lui-même en tout petit comité à l'élaboration d'un texte qui, sous la forme où il était présenté, détruisait l'essence même du traité en renvoyant à une date indéterminée le moment de son application, en détruisant le principe de la supranationalité, en présentant des modifications que les partenaires n'auraient pu accepter sans une révision totale du traité et une nouvelle ratification par leur parlement respectif ;

c) à Bruxelles, les Cinq ont dû constater leur impossibilité d'adhérer aux propositions françaises sous la forme où elles étaient proposées. Ils ont cependant fait un grand effort de conciliation en acceptant de ces propositions presque tout ce qui pouvait l'être sous forme de nouvelle interprétation du traité. Sur les autres propositions, des compromis auraient, certes, pu être trouvés. Certains d'entre eux ont commencé à être élaborés et rédigés par les experts de la délégation française, mais M. Mendès-France leur a interdit de continuer leurs travaux ;

d) revenu devant le parlement, le Président Mendès-France, en prétendant présenter un exposé « objectif et loyal » de la situation, a jeté, en fait, contre la ratification de la C.E.D., tout le poids de son autorité, faisant ainsi la preuve de ce que certains d'entre nous avaient annoncé, à savoir que le sort du traité dépendait moins du texte de tel ou tel avenant que de l'attitude personnelle prise par le chef du gouvernement français. Bien

plus, il a, sans sourciller, laissé voter une motion préalable qui porte un coup terrible à l'institution parlementaire, puisque, après les exposés hostiles des rapporteurs, les partisans de la C.E.D. se sont vu retirer leur droit à la parole.

6) Que veut au juste le chef du gouvernement et quel choix a-t-il fait en politique extérieure ? Il est difficile à l'heure présente de le dire.

Il a signé, à Bruxelles, un texte condamnant toute neutralisation de l'Allemagne. Il vient dans son discours d'affirmer sa volonté de rendre à l'Allemagne sa *souveraineté intégrale*, et d'assurer sous une forme quelconque son *réarmement national*. Mais, en même temps, les thèses qu'il condamne continuent à être soutenues avec véhémence par certains journaux dont les animateurs restent les principaux conseillers et inspireurs du Président. Il faut espérer que, fidèle à sa déclaration, il se séparera rapidement de ses mauvais bergers. Mais si on analyse son discours à la Chambre, on est frappé par le ton purement national, voire nationaliste, de certaines de ses déclarations ; il affirme sa fidélité à la Communauté atlantique, mais en la définissant comme une association « où l'on délibère des problèmes communs et où chacun reste seul juge de ses intérêts vitaux », ce qui est définition même d'une alliance et non d'une communauté. Il semble penser qu'au lendemain d'un rejet de la C.E.D., la France pourra reprendre avec ses partenaires la négociation sur une autre forme du réarmement allemand, sans se douter qu'il a placé le pays dans un état d'isolement catastrophique, dont les conséquences se manifesteront maintenant avec une extrême rapidité.

7) En tout cas, pour l'instant, la *grande mystification* semble avoir réussi. Au nom de la lutte contre le réarmement allemand, les nationalistes français, mobilisant les communistes, les pacifistes et les chrétiens, auront été les sergents recruteurs de la nouvelle Wehrmacht. Sur le plan national, M. Mendès-France est en train de tenter avec beaucoup plus de talent et de chance, de succès l'opération ratée par le général de Gaulle, c'est-à-dire le rassemblement de toutes les forces nationalistes contre les idées européennes et supranationales. Tentera-t-il de nous acheminer vers un socialisme national ou, revenant à ses premiers amours, vers un neutralisme national communiste ? Il est trop tôt pour le dire. Il semble que l'opération ne pourra durer longtemps. Les Européens, vaincus dans le premier débat sur la C.E.D., auront dans le pays une revanche très rapide. A une condition, cependant, celle de se dégager définitivement de toute solidarité avec les représentants de l'immobilisme économique et social. Il est impossible, en France, de séparer la politique intérieure et la politique étrangère ; beaucoup de ceux qui, au Parlement, ont voté contre la C.E.D. l'ont fait par crainte de désavouer un gouvernement qui les satisfait par sa politique économique et coloniale, et d'assurer le retour au pouvoir de M. Pinay. Le danger d'un socialisme national dans notre pays se précise si nous ne sommes pas capables de lui opposer un véritable rassemblement démocratique et social ; la victoire que nous pouvons espérer sur le plan européen ne sera réalisable que si elle paraît associée à une politique générale de gauche. En tout cas, l'épisode Mendès-France aura eu dans le pays un profond retentissement conduisant sans doute à l'éclatement des cadres anciens et au réaligement des forces politiques.

B. — Comment cette mystification de l'opinion, cette mobilisation des adversaires du réarmement allemand pour réaliser ce même réarmement ont-elles été possibles ? Ceci pose trois problèmes fondamentaux de la vie politique française, problèmes que nous ne pouvons plus ignorer : celui de la presse, celui des partis, celui de l'attitude morale en face des problèmes politiques.

1) Dans la mystification présente, le rôle de la *presse* a été décisif. Avant comme après Bruxelles, dans les grands journaux qui forment l'opinion parisienne et parlementaire, en particulier, *Le Monde* et *France-Soir*, les informations ont été systématiquement déformées et faussées. Les extraits étrangers ont été soigneusement choisis. Les titres ont dit le contraire de ce que contenaient les articles. *Le Monde* a même eu l'impudence, en publiant côte à côte les projets de protocole français et les contre-propositions des Cinq, de procéder à une soi-disant analyse comparée qui disait exactement le contraire des textes publiés par ailleurs. Mais le lecteur pressé lisait l'analyse et non les textes eux-mêmes.

Un exemple anecdotique et amusant est fourni par la lettre personnelle que j'avais au début de la conférence adressée au Président Spaak, en lui présentant mes vœux pour le succès de la négociation. J'insistais sur le

fait que l'autorité de Mendès-France est, à l'heure actuelle, considérable dans le pays, qu'il fallait donc absolument obtenir son adhésion à un texte, et je demandais à Spaak d'être vis-à-vis de lui, non seulement amical, mais affectueux. Cette lettre est devenue dans la presse un long mémoire supputant l'équilibre des différentes forces parlementaires et exprimant un avis sur les chances de ratification de la C.E.D.

Le problème de la presse est un des plus graves que la France d'aujourd'hui ait à résoudre : qu'il s'agisse d'une domination des puissances d'argent, ou d'autres influences et confraternités occultes plus puissantes encore, il est certain que la presse parisienne est, à l'heure présente, un écran qui fait vivre l'opinion française loin du monde, et la tient systématiquement dans l'ignorance de la situation internationale réelle.

2) Mais il est un problème plus profond et plus grave : celui de l'influence insuffisante des *partis* dans la vie politique française. Il est curieux de constater qu'en dehors du Parti communiste, les deux seuls partis organisés de notre pays, le M.R.P. et le Parti socialiste, se sont prononcés pour la C.E.D. Dans le cas du Parti socialiste, le problème est typique. Après des mois de discussions, les militants se sont librement prononcés, et le congrès a assuré à la C.E.D. une majorité de plus des deux tiers, mais la moitié du groupe parlementaire s'est soulevée contre le congrès et a pris une attitude de rébellion systématique qui menace sérieusement l'existence du parti. Il est une chose certaine : le parti est le moyen essentiel d'éducation dans une démocratie, et celle-ci ne fonctionne sérieusement que dans les pays où il y a peu de partis, solidement organisés et strictement disciplinés. Le parti est un élément de distribution d'informations, de discussions, où les différentes attitudes humaines ont la possibilité de s'exprimer, et où les compromis sont peu à peu élaborés. En dehors du parti, le citoyen qui ne veut pas faire l'effort de lire la documentation, d'assister à des réunions, de participer régulièrement à la vie des sections, est, en réalité, désemparé, et, devant le caractère de plus en plus technique des problèmes modernes, il est soumis à toutes les propagandes et se détermine en fait pour des hommes, ou pour des idées abstraites, beaucoup plus qu'il ne fait des *choix réels*, concrets et pratiques.

Or, la France en est malheureusement restée à la conception du XIX<sup>e</sup> siècle où l'électeur choisit un député entre les mains de qui il abandonne toute sa personnalité. L'élection est à la fois le choix d'un homme et l'expression d'une confession de foi, et non pas la désignation d'un parti ou d'une coalition de partis chargée de former le gouvernement. En fait, l'électeur ne désigne pas une délégation pour diriger l'Etat, mais un avocat pour défendre ses intérêts locaux contre l'Etat, d'où l'éternelle tentation, qu'incarne, à nouveau, M. Mendès-France, de constituer autour d'un homme auquel on fabrique artificiellement une puissante popularité, un clan actif qui s'efforce de mener le pays. C'est la tendance bonapartiste, toujours renaissante, qui est l'éternel danger de la France. L'élection ne doit pas être le choix d'un homme, mais la désignation d'un gouvernement en présentant à l'électeur une coalition de partis qui se sont préalablement mis d'accord sur un programme d'action précis.

3) Mais il est quelque chose de plus profond encore, c'est l'attitude morale de l'opinion en face de la vie politique. L'opinion française, et ceci est particulièrement vrai chez les intellectuels, au premier rang desquels il faut mettre les instituteurs et certains ecclésiastiques de l'une et l'autre confession, ignore d'une façon totale les données de la situation internationale.

Elle raisonne comme si la France seule avait le pouvoir de prendre une décision ; elle considère l'*esprit de compromis*, qui est le fondement moral de toute démocratie, comme une trahison vis-à-vis de principes abstraits. La grande faute de notre élite intellectuelle est son rationalisme et son *irresponsabilité*. Elle refuse les règles du jeu politique, l'analyse des forces sociales réellement en présence, rejette les propositions concrètes au sujet desquelles les événements nous imposent des choix, et reste dans le rêve de superstructures idéologiques, sans se rendre compte que *certaines attitudes absolues viennent renforcer les forces sociales, agissant dans un sens directement opposé*. C'est essentiellement cette attitude générale qui a permis la grande mystification de la préparation du réarmement allemand par les adversaires de tout réarmement.

Telle me paraît être la situation présente dans la double bataille pour l'Europe et pour le redressement intérieur français. Nous venons de perdre une manche, mais cette défaite même a posé intensément le problème européen devant l'ensemble du peuple, je n'ai aucun doute sur la rapide et vive réaction d'une

opinion qui, dans son ensemble, a compris la nécessité d'une autorité supranationale. Notre revanche sera rapide et complète. Puisse-t-elle, en Europe, ne pas venir trop tard.

(31 août 1954.)